

Ministère de l'Agriculture

CABINET DU MINISTRE

République de Cote d'Ivoire

Union- Discipline -Travail

*by the Executive Assistant of the
the Minist. of Agricult.*

Représentant Monsieur le Ministre de l'Agriculture à
la Cérémonie d'ouverture de l'atelier sur la ~
Certification du Processus de Production du cacao

Lieu : Auditorium de l'Immeuble de la CAISTAB , 2^{ème} Etage

Abidjan, le 10 juin 2008

Excellence Monsieur le Représentant du Premier Ministre ;

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs ;

Mesdames et Messieurs les Représentants des Institutions multilatérales et bilatérales de financement et de Coopération

Monsieur le Représentant de l'Union Européenne Monsieur le Directeur Exécutif de l'ICCO ;

Monsieur le Directeur Exécutif de la Fondation ICI ;

Mesdames et Messieurs les membres du corps préfectoral ;

Monsieur le Maire de la Commune du Plateau ;

Mesdames et Messieurs les Présidents, les Directeurs Généraux et Directeurs Exécutifs des Structures des filières café et cacao ;

Honorables invités et Experts venus des pays frères et amis de la Côte d'Ivoire ;

Mesdames et Messieurs les Producteurs des filières café et cacao de Côte d'Ivoire ;

Mesdames et Messieurs les Représentants des Associations et des Organisations de protection et de défense des droits des enfants ;

Honorables Invités ;

Chers amis de la presse ;

Mesdames et Messieurs ;

Avant tout propos, je voudrais vous transmettre les vifs regrets de Monsieur Amadou GON COULIBALY, Ministre de l'Agriculture de n'avoir pas pu présider personnellement la cérémonie de ce matin n'eut été des contraintes de dernière heure.

Aussi, m'a-t-il chargé de vous transmettre le message suivant :

Au début des années 2000, la Côte d'Ivoire a ouvertement été accusée de favoriser la traite des enfants sur son territoire et basant l'essentiel de sa production de cacao sur l'exploitation systématique de milliers d'enfants utilisés comme main-d'œuvre dans les cacaoyères.

Cette propagande relayée par les médias internationaux a provoqué l'émoi des consommateurs américains de chocolat.

Aussi, sous la poussée d'ONGs de défense de droits des enfants et de groupes de pression, les industriels du chocolat opérant sur le marché américain ont-ils signé un protocole d'accord avec l'Administration américaine, le 19 septembre 2001. La Côte d'Ivoire a assisté à cette signature en qualité de témoin.

Ce protocole dénommé HARKIN -ENGEL des noms du Sénateur Thomas Harkin et du Représentant Eliot Engel constitue le cadre privilégié d'action pour traiter de la question des pires formes de travail des enfants dans la culture du cacao.

Il a préconisé une série de mesures à prendre d'abord avant le 1^{er} juillet 2005 puis le 1^{er} juillet 2008 visant à mettre en œuvre un système de suivi du travail des enfants en vue de la certification du processus de production du cacao.

A cet effet, le gouvernement a envoyé des missions d'explication et de la compréhension de la situation de la Côte d'Ivoire sur ce phénomène en Europe, aux USA et en Afrique. Par ailleurs, afin de mieux faire comprendre le contexte socio économique du pays, le Gouvernement a organisé, du 26 au 28 mai 2004 à Grand Bassam, le premier séminaire international

sur la certification dont l'objectif principal est de déterminer les stratégies à mettre en œuvre en vue d'aboutir à la certification du processus de production de cacao.

Quatre ans après le premier séminaire international sur la certification, nous nous retrouvons aujourd'hui pour faire le bilan du chemin parcouru ensemble et déterminer les perspectives d'avenir en vue de la certification du processus de production du cacao ivoirien, ce à travers l'atelier qui s'ouvre ce matin et qui a pour thème :

**« CERTIFICATION DU PROCESSUS DE PRODUCTION DU CACAO,
FACTEUR DE DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL ».**

Mesdames et Messieurs,

Selon le dernier rapport de l'organisation Internationale du Travail intitulé « La fin du travail des enfants : un objectif à notre portée », près de 218 millions d'enfants travaillent dans le monde.

L'élimination du travail des enfants dans tous les secteurs, et plus particulièrement dans l'agriculture demeure un défi à relever pour notre pays dont l'économie repose essentiellement sur le binôme café cacao.

La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, consciente de son rôle de leader, a toujours réaffirmé son engagement à œuvrer dans la transparence pour venir à bout de ce phénomène.

Aujourd'hui, l'engagement du Gouvernement s'est accru face aux nouveaux enjeux dont la certification du cacao ivoirien. Aussi en plus des actions traditionnelles que constitue la

ratification de la convention n°29 sur le travail forcé (1960), le Gouvernement a pris d'autres mesures qui sont entre autres :

AU NIVEAU INTERNATIONAL

- La ratification de la convention n° 138 de TOIT sur l'âge minimum d'accès à l'emploi (2002) ;
- La ratification de la convention n° 182 de l'OIT sur l'élimination des pires formes de travail des enfants (2002) ;
- Signature d'un mémorandum d'accord IPEC avec le BIT (2005)

AU NIVEAU NATIONAL

Au titre du Ministère en charge de l'Emploi,

- La prise de l'arrêté n°2250 portant détermination de la liste des travaux dangereux conformément à la convention 182(2005);
- La mise en place de comités départementaux, sous préfectoraux et villageois de lutte contre le travail des enfants (2005-2006) dans quelques départements de la zone de production de cacao ;
- L'adoption de l'avant projet de loi sur la traite et les pires formes de travail des enfants (2007) ;
- L'adoption d'un plan d'action contre la traite et le travail des enfants (2007).

Au titre du Ministère de l'Agriculture,

- La prise de l'arrêté n°309 du 16 septembre 2005 portant création de la Cellule Focale de Coordination des activités de lutte contre les Pires Formes du travail des enfants dans l'agriculture commerciale et dans la Cacaoculture ;

- La mise en place d'un réseau de la Cellule Focale du Ministère de l'Agriculture aussi dans les zones d'accueil que dans les zones pourvoyeuses d'enfants.

Le report de l'échéance du 1^{er} juillet 2005 au 1^{er} juillet 2008 a permis au gouvernement d'assurer la :

- La réalisation d'un projet pilote dans le département de Oumé qui a pris fin en décembre 2004;
- La création et l'installation dans la zone du projet pilote de comités départementaux, sous préfectoraux et villageois par Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi avec l'appui de la Coopération Technique Allemande GTZ (2004 - 2005) ;
- La création par Décret n° 2007-449 du 28 mars 2007 d'un comité de pilotage présidé par le Premier Ministre secondé par les Ministres du Travail et de l'Agriculture et doté d'un Secrétariat Exécutif. Il a pour mission de concevoir, coordonner et assurer la mise en œuvre du programme de certification;
- La mise en œuvre d'une enquête diagnostique sur le travail des enfants dans 50% des zones de production cacaoyère (Novembre 2007 - Mars 2008) ;

Ce report de l'échéance à 2005 a permis également à la communauté internationale :

- de mettre en place le groupe de vérification Indépendante (vérification board) composé de deux pays producteurs de cacao (Côte d'Ivoire et Ghana), des représentants de l'industrie et des ONG.

d'identifier et choisir les équipes de vérificateurs qui sont aujourd'hui à pied d'œuvre.

Par ailleurs, de juillet 2005 à mars 2008, un schéma type de certification a été admis par tous les partenaires y compris le sénateur HARKIN et le Représentant ENGEL.

Aujourd'hui, nous pouvons affirmer qu'il y a une meilleure lisibilité du cycle de certification comprenant les quatre étapes suivantes : l'enquête initiale - la publication de rapport - la mise en œuvre des actions de remédiation - la vérification indépendante.

Toutefois, toutes ces actions ne peuvent produire des effets escomptés et constituer une solution durable à cette problématique, que si elles sont menées sur le long terme et intégrées à des politiques prioritaires de développement en milieu rural, car il existe un lien très fort entre le niveau de pauvreté dans le milieu rural et l'utilisation abusive du travail des enfants dans l'agriculture.

C'est pourquoi, le gouvernement, conscient de son rôle de développement et pour faire face aux besoins des populations, a mis en place le Fonds d'Investissement en Milieu Rural doté de 23 milliards de Francs CFA pour la période 2007 - 2008 à partir des prélèvements parafiscaux sur les filières café et cacao.

Ce fonds permettra la construction de plusieurs écoles et centres de santé, la réhabilitation et la construction de forages d'eau potable, le Reprofilage de plusieurs pistes rurales.

Tout cela contribue à créer de bonnes conditions de vie et de travail des producteurs et de leurs enfants.

Mieux, le Gouvernement ivoirien a inclus la lutte contre le travail des enfants dans le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté. Elle en constitue l'un des axes prioritaires.

Mesdames et Messieurs, comme on le constate, la question du travail des enfants dans l'agriculture pose la problématique du développement en milieu rural d'où le thème de cet atelier qui cadre parfaitement avec la vision du Gouvernement à savoir que la certification du processus de production du cacao doit être perçue en définitive comme un facteur non seulement de protection de l'enfant mais aussi de développement rural.

Mesdames et Messieurs,

Dans ces conditions, vous conviendrez avec moi , chers participants , qu'une lutte durable et efficace contre le travail des enfants nécessite une action de sensibilisation et d'appui à l'endroit du monde rural par des actions de ré médiation multiformes.

Elle nécessite également une compréhension véritable du problème du travail des enfants dans l'agriculture et une coopération effective des partenaires que sont les principaux pays consommateurs, les pays producteurs et les industriels.

C'est pourquoi, au nom du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, je voudrais saluer le Gouvernement américain et le Sénateur Harkin et le Représentant Engel dont la visite dans notre pays, marquée par des rencontres au plus haut niveau de l'Etat et des visites de terrain ont donné au dossier de la certification, une vision plus réaliste.

Nous sommes certains qu'après ce regard direct et pragmatique, le dossier de la certification connaîtra une évolution rapide et efficace dans le cadre d'une coordination concertée et planifiée.

Je voudrais aussi témoigner notre infinie reconnaissance aux Industriels du chocolat et aux ONGS internationales qui ont permis cette avancée notable dans le processus de certification.

Nos remerciements vont également à la Fondation Internationale de l'Initiative du Cacao (ICI) et à la GTZ pour leurs différents appuis financiers.

Je voudrais adresser nos sincères remerciements à tous ceux qui nous ont fait l'honneur et l'amitié de répondre à notre invitation, notamment les experts, les responsables de l'industrie du cacao, les représentants des Gouvernements et les producteurs qui sont venus nombreux réfléchir avec nous, ici à Abidjan, de l'avenir du processus de la certification de la production du cacao ivoirien.

Je veux pouvoir compter sur tous les participants à cet atelier international pour dégager de bonnes perspectives en vue de donner aux producteurs et à leurs enfants, les meilleures conditions de vie et de travail

C'est sur cette note d'espoir que, au nom du Ministre de l'Agriculture, Amadou GON COULIBALY, je déclare ouvert l'atelier dont le thème est : « **Certification du processus de production du cacao, facteur de développement en milieu rural** »

Je souhaite plein succès à vos travaux.

JE VOUS REMERCIE